

Science ou propagande ?

Par Christophe NOISETTE

Publié le 30/04/2014



Dans un ouvrage collectif, *Impacts des OGM sur les filières agricoles et alimentaires*, des chercheurs de l'Inra, de Proléa et d'Arvalis réfléchissent sur l'évaluation européenne des plantes

génétiqnement modifiées (PGM).

Si cet ouvrage n'engage que les auteurs, et non le Haut Conseil sur les Biotechnologies (HCB), sa publication avec le logo de cette instance d'évaluation n'est pas pour faciliter cette distanciation. D'autant que ce livre, contrairement à ce qu'il prétend, prend parti en faveur des PGM. La préface, signée J.-F. Dhainaut, président du HCB, donne le ton : « *il faut bien reconnaître et accepter (...) que prouver l'absence de risque est simplement hors de portée* », il faut donc accepter un risque « raisonnable », soulignant que la difficulté est d'en situer la limite. Globalement, il affirme que les évaluations sanitaires sont réalisées sur « *des bases scientifiques objectives* », mais reconnaît que les évaluations environnementales, agronomiques et socio-économiques sont lacunaires. Sur la santé, la réponse du HCB à la saisine de la sénatrice M.-C. Blandin est éloquente [1]. Mais l'ouvrage s'intéresse uniquement aux connaissances dispersées qui permettraient de conduire « *une évaluation économique des risques et des bénéfices liés aux PGM* ». Les analyses sur la coexistence, très économique-centrées, s'appuient sur des études partiales, comme celle d'Arvalis. Ou sur des extrapolations à partir d'autres formes de ségrégations de filières. Les auteurs évoquent les gains pour les agriculteurs : réduction de l'usage des pesticides (une petite note souligne que ce débat est controversé...), gestion de l'apparition de résistances par « *l'empilage des traits GM dans une même variété* ». Puis vient l'éternelle litanie des plantes résistantes au stress hydrique ou capables de mieux utiliser la fertilisation azotée... Les auteurs déplorent juste que la réticence des ONG et des consommateurs ait conduit à l'abandon de la pomme de terre Amflora « *techniquement intéressante* ». Or, la population croît, il faudra (rhétorique classique des vendeurs de nouvelles technologies) augmenter la production agricole de 60% d'ici à 2050. Alors face à ces constats contestables, les auteurs concluent : « *la coexistence (...) permettr[a] (de) bénéficier des potentiels gains de productivité* » des OGM. Derrière une science de façade, un plaidoyer donc pour ne pas trop entraver le développement des PGM. Rien d'étonnant : Sofiprotéol, propriétaire de Proléa, a des actions chez Biogemma et Limagrain, et Arvalis travaille main dans la main avec ces deux entreprises.

[1] Frédéric JACQUEMART, « [Innocuité des OGM : aucune étude ne permet scientifiquement de conclure](#) », *Inf'OGM*, 6 mai 2014